

Forum : Forum citoyen sur la santé mentale

2026

Thématique : Comment garantir un accès à l'information fiable à la génération Z tout en la protégeant contre les dangers des médias?

Nom du/de la Citoyen.ne : Aurelie Ouagued

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Aurelie Ouagued, j'ai 22 ans, et je travaille en tant qu'assistante parlementaire. Dans mon quotidien professionnel comme personnel je suis directement confrontée à l'importance qu'ont les médias et les surtout les réseaux sociaux dans notre société. Faisant partie de la génération Z, moi ainsi que la plupart des personnes ayant entre 15-30 ans nous nous informons principalement grâce aux outils numériques et je constate à quel point il peut être difficile de distinguer une information fiable d'une information fausse, exagérée ou volontairement manipulée.

À Taïwan, cette question est particulièrement importante. Le pays est régulièrement confronté à des campagnes de désinformation en ligne, notamment lors des périodes électorales. Des informations fausses ou manipulées peuvent rapidement circuler sur les réseaux sociaux et influencer la manière dont les citoyens perçoivent les candidats ou certains événements. Cette situation montre que l'accès à une information fiable est essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie : un citoyen ne peut pas réellement faire un choix éclairé et bienveillant s'il ne dispose pas d'informations vérifiables.

De même, les réseaux sociaux permettent de suivre rapidement l'actualité et de donner la parole à davantage de personnes. Cette question me préoccupe également en raison de mon engagement contre le cyberharcèlement et le sexisme. Les réseaux sociaux peuvent toutefois être utilisés pour harceler, menacer ou discriminer des personnes. Les femmes et les jeunes filles sont notamment confrontées à des insultes sexistes, à des campagnes de harcèlement et parfois à la diffusion de contenus humiliants ou privés non voulus et dénigrants, engendrant un découragement de la part des utilisateurs à participer au débat public. Une personne qui renonce à exprimer son opinion par peur d'être harcelée va totalement à l'encontre du principe de la liberté d'expression.

Je considère que la liberté d'expression va tout aussi accompagnée d'une sécurité nécessaire pour en

assurer le bénéfice. La génération Z doit pouvoir accéder à une information fiable et diverse tout en étant protégée contre la manipulation, le harcèlement et les contenus dangereux.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je pense que la première solution est de renforcer l'éducation aux médias et à l'information dès le plus jeune âge. Les jeunes doivent apprendre à vérifier la source d'une information, à comparer plusieurs médias, à reconnaître une image ou une vidéo manipulée et à comprendre le fonctionnement des algorithmes. Cette éducation pourrait notamment apprendre aux élèves à identifier les sources anonymes et les contenus créés ou modifiés par l'IA.

Je défends également une plus grande responsabilité de la part des plateformes numériques. Ainsi, les réseaux sociaux doivent mettre en place des mécanismes efficaces pour signaler les fausses informations, les contenus générés par l'intelligence artificielle et le cyberharcèlement. Les contenus utilisant des deepfakes à des fins de manipulation devraient notamment être clairement identifiés. Pour cela, les utilisateurs devraient comprendre pourquoi certains contenus leur sont recommandés et avoir davantage de contrôle sur leur fil d'actualité.

Cependant, je ne souhaite pas que la lutte contre la désinformation devienne une forme de censure. Dans une démocratie, il est essentiel de préserver la liberté d'expression. Il faut donc lutter contre les contenus dangereux ou volontairement trompeurs sans empêcher les citoyens de débattre et d'exprimer leurs opinions.

Enfin, je souhaite que les victimes de cyberharcèlement puissent être mieux protégées. Les procédures de signalement doivent être rapides et accessibles, et les plateformes doivent réagir efficacement mais surtout rapidement lorsqu'une personne est victime de menaces ou de harcèlement de façon permanente. De plus, une attention particulière doit être accordée au sexisme en ligne afin que les femmes puissent participer pleinement au débat public sans être réduites au silence par des campagnes de haine.